



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 22 octobre 2026

La croissance de l'activité économique mexicaine aurait augmenté en septembre 2026, pour atteindre +3,7 % en g.a.

Selon l'indicateur préliminaire de l'activité économique (IOAE) publié par l'INEGI, cette progression serait supérieure à celle estimée en août (+3,2 % en g.a.).

Elle serait principalement portée par les services (+4,0 %) et les activités du secteur manufacturier (+3,6 %). Ces estimations confirment une certaine reprise de l'activité au Mexique opérée depuis le deuxième trimestre.

En variation mensuelle, l'activité s'établirait toutefois à +0,1 % en septembre, après +0,5 % en août. Cette modération concernerait aussi bien les activités secondaires (+0,1 %, après +0,6 %) que tertiaires (+0,1 %, après +0,3 %).

LE CHIFFRE A RETENIR

**+3,7 %**

Hausse de l'activité mexicaine  
en septembre 2026, en g.a.

Source : INEGI (IOAE)

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**La production manufacturière mexicaine a progressé de +4,1 % g.a. en août, sa plus forte hausse depuis trois ans**, selon l'enquête mensuelle sur l'industrie manufacturière (EMIM) de l'INEGI. Cette progression est notamment portée par la fabrication de produits dérivés du pétrole et du charbon (+23,5 % g.a.), d'équipements informatiques et électroniques (+5,8 %) et de machines (+4,0 %). Ce dynamisme s'expliquerait notamment par la demande américaine en équipements destinés aux centres de données d'intelligence artificielle et par la reprise de l'activité de raffinage. Les branches liées à la consommation intérieure demeurent toutefois fragiles (industrie alimentaire : -1,4 % g.a. ; habillement : -3,9 % ; meubles : -8,5 %). En variation mensuelle, le volume de production total a augmenté de +1,7 %.

**Le taux de chômage au Mexique s'établit à 2,8 % en septembre 2026, tandis que l'informalité concerne toujours plus de la moitié des travailleurs (54,3 %)**. Selon les données de l'INEGI, le chômage recule par rapport à août 2026 (3,0 %) et à septembre 2025 (3,0 %). Le nombre de chômeurs atteint 1,8 M de personnes (-91 506 g.a.). Cette baisse s'explique par un recul de la participation au marché du travail : la population active diminue à 61,7 M (-358 839 en un an) et la population occupée à 60 M (-267 333). Le taux de participation au marché du travail diminue ainsi à 58,5 %, contre 59,6 % en septembre 2025. Les services (44,9 %) et le commerce (19,8 %) concentrent près des deux tiers des emplois.

**Le travail des enfants demeure également élevé au Mexique avec un recensement de 3,5 M de mineurs en 2025**, selon une enquête distincte de l'INEGI. Il concernait 3,7 M de mineurs en 2022 et 3,6 M en 2015. Sa prévalence parmi les 5-17 ans a légèrement augmenté en dix ans, de 12,3 % à 12,6 %. Parmi les mineurs concernés, 1,8 M exerçaient des activités non autorisées, dont 36,2 % sans rémunération. Par ailleurs, 1,9 M effectuaient des tâches domestiques dans des conditions inadaptées. Le phénomène touche particulièrement les adolescents de 15 à 17 ans (24,6 % de cette tranche d'âge). Il est également plus répandu dans les zones peu urbanisées (15,7 % des 5-17 ans, contre 8,4 % dans les zones urbanisées).

**Les cinq nouvelles banques numériques mexicaines totalisaient 10,7 Md USD d'actifs à fin août 2026, soit 1,2 % du secteur bancaire national**. Selon les données de la Commission nationale bancaire et des valeurs mobilières (CNBV), ces établissements restent de taille modeste au regard des 877 Md USD d'actifs détenus par l'ensemble du secteur. Leur essor est toutefois rapide : quatre banques numériques ont commencé leurs activités en 2026 (Revolut, Hey, Plata et Nu), après l'arrivée d'Openbank début 2025. Leurs actifs cumulés dépassent déjà ceux de certaines banques ayant intégré le marché ces dernières années. Le secteur bancaire mexicain demeure dominé par BBVA (192,5 Md USD d'actifs), Santander (112,3 Md USD) et Banorte (107 Md USD).

## Sectoriel

**Le gouvernement et l'Association mexicaine des parcs industriels privés (AMPIP) annoncent 20 nouveaux parcs industriels, représentant un investissement de 763 M USD.** Présentés dans le cadre du *Plan México*, ces projets s'ajoutent aux 20 parcs déjà opérationnels. Ils portent ainsi à 40 % le taux de réalisation annoncé de l'objectif gouvernemental de 100 nouveaux parcs d'ici la fin du mandat de Claudia Sheinbaum, en 2030. Répartis dans huit États et 17 municipalités, ils se situeront principalement à la frontière nord, dans le Bajío et autour de l'aéroport international Felipe Ángeles (AIFA). Ils représenteront 4,6 millions de m<sup>2</sup> d'infrastructures industrielles et pourraient accueillir environ 175 entreprises et générer plus de 32 000 emplois à terme.

**Les États-Unis lèvent les restrictions aériennes imposées en 2025 aux compagnies mexicaines opérant depuis les deux aéroports de Mexico.** Cette décision du Département américain des Transports (DOT) prend effet immédiatement. Elle permet aux compagnies mexicaines (notamment Aeroméxico, Volaris et Viva) d'ouvrir de nouvelles liaisons et d'augmenter leurs fréquences vers les États-Unis depuis l'aéroport international de Mexico (AICM) et l'aéroport international Felipe Ángeles (AIFA). Ces restrictions faisaient suite à un différend bilatéral concernant la réduction des créneaux de décollage et d'atterrissage à l'AICM depuis 2022, puis le transfert obligatoire des activités de fret vers l'AIFA en 2023. Washington estimait ces mesures contraires à l'accord bilatéral de transport aérien de 2015. Leur levée fait suite aux engagements pris par le Mexique, notamment la restitution de créneaux aux compagnies américaines, la possibilité pour leurs transporteurs de fret d'obtenir des créneaux à l'AICM et une plus grande transparence dans leur attribution.

## Finances publiques

**L'agence HR Ratings abaisse d'un cran la note souveraine à long terme du Mexique, de BBB+ à BBB assortie d'une perspective stable.** L'agence mexicaine justifie cette décision par la dégradation des finances publiques et une croissance faible. La note rejoint ainsi celle de S&P. Cette décision intervient dans un contexte de pression accrue sur la notation souveraine du Mexique, dont la deuxième meilleure note parmi les trois grandes agences se situe, depuis mai 2026, au dernier échelon de la catégorie investissement (BBB-). HR Ratings prévoit un déficit public au sens large (RFSP) de 4,6 % du PIB en 2026, soit une cinquième année consécutive au-dessus de 4 %, le gouvernement ayant renouvelé sa cible de déficit de 4,1% lors de la présentation de son budget 2027 début septembre. L'agence souligne que la rigidité des dépenses et le poids croissant de la charge d'intérêts freinent la consolidation budgétaire. Pour 2027, elle prévoit un déficit de 4,7 % du PIB et une dette publique nette de 56,4 % du PIB, contre des objectifs gouvernementaux respectifs de 3,9 % et 55 %. La dette atteindrait ensuite 61,2 % du PIB en 2030. Sur le plan économique, HR Ratings anticipe une croissance de +1,3 % en 2026, contre +1,5 % prévu par le gouvernement. L'agence abaisse également sa prévision de croissance annuelle à long terme, de +1,85 % à +1,5 %, en raison notamment de la faiblesse de l'investissement et de la stagnation de la productivité. Enfin, elle considère que, malgré les efforts de restructuration financière de Pemex, l'entreprise restera dépendante du soutien de l'État pour le remboursement de sa dette au moins jusqu'en 2029.

**Le ministère mexicain des Finances (SHCP) a réalisé une opération de refinancement de 12,7 Md USD de dette publique domestique, permettant d’allonger de 2,9 ans la maturité moyenne des titres concernés.** L’opération consiste à échanger des titres arrivant à échéance entre 2026 et 2043 contre de nouveaux titres échéant entre 2027 et 2047. Sur le montant refinancé, 1,0 Md USD concernent des échéances en 2026, 6,6 Md USD en 2027 (52 % du total) et 2,4 Md USD en 2028. Les 2,7 Md USD restants correspondent à des échéances ultérieures. Il s’agit de la sixième opération de refinancement sur le marché domestique en 2026, dans le cadre du Plan annuel de financement du gouvernement. Cette opération du SHCP vise à étaler les remboursements afin de réduire les pressions de financement à court terme et à améliorer la liquidité du marché obligataire domestique.

Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs            | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | 21/10/2026    |
|------------------------|------------------------|------------------------------|---------------|
| Bourse (S&P/BMV IPC)   | +5,2%                  | +15,6%                       | 70 250 points |
| Change MXN/USD         | +0,8%                  | +1,2%                        | 18,64         |
| Change MXN/EUR         | +1,2%                  | -2,2%                        | 20,94         |
| Prix du baril mexicain | +3,4%                  | +82,3%                       | 99,60         |

# Amérique centrale

## Costa Rica

**Le Costa Rica lance un appel d'offres international pour l'élargissement du corridor routier San José-San Ramón.** Le Conseil national des routes (CONAVI) a publié le 21 octobre le dossier de consultation pour la conception, la construction, l'équipement et l'entretien de cet axe de 55 km. L'appel d'offres comprend deux lots de 324,4 M USD et 363,9 M USD. Le projet bénéficie d'un prêt de 770 M USD de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et du Fonds de l'OPEP. Les entreprises intéressées peuvent déposer leurs offres jusqu'au 21 avril 2027.

## El Salvador

**Selon le FMI, la dette publique devrait atteindre 89,2 % du PIB en 2027, en intégrant 2,3 Md USD d'intérêts impayés dus aux fonds de retraite privés.** L'État a régulièrement eu recours à ces fonds pour honorer ses obligations ces dernières années. Par ailleurs, à l'issue des deuxième et troisième examens du programme économique, le FMI souligne que le pays a atteint son objectif en matière de réserves de liquidités bancaires. En août 2026, les réserves détenues auprès de la Banque centrale de réserve (BCR) représentaient 17,3 % des dépôts des épargnants, contre 12 % fin 2024.

## Guatemala

**Selon la Banque centrale (Banguat), le PIB guatémaltèque a enregistré une croissance de +4,3 % au T2 2026, contre +4 % au T2 2025.** Cette croissance solide est tirée en particulier par les activités financières et d'assurance (+7,2 %), la construction (+5,8 %), l'hébergement et la restauration (+5,5 %) et les industries manufacturières (+4,9 %). Au regard du deuxième trimestre 2025, les *remesas* se sont accrues de +3,1 % en USD et +2,3 % en GTQ, la consommation privée de +3,6 %, les importations et les exportations de biens et services de +6,3 % et +5,3 % respectivement, et la formation brute de capital fixe de +12,8 %.

**Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPAL), les exportations du Guatemala pourraient s'accroître de +13 % en 2026.** Dans le détail cette augmentation se décompose par une croissance de +8 % des volumes et de +5 % des prix. Cette prévision dépasse la croissance moyenne de +7 % attendue dans la région. La CEPAL souligne pour le Guatemala « des opportunités liées à sa situation géographique », « la possibilité d'attirer des investissements liés à la réorganisation des chaînes de production internationales » et « une stabilité macroéconomique favorable ». La Commission pointe toutefois « la nécessité de réduire l'exposition du pays aux tensions commerciales extérieures en diversifiant les marchés et en renforçant le commerce intrarégional », et celle « d'investir dans les infrastructures, en particulier dans la modernisation de Puerto Quetzal ».

## Honduras

**La vice-présidente de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Susana Cordeiro Guerra, et le président de la Banque centrale du Honduras (BCH), Roberto Lagos, ont annoncé une mission mi-novembre 2026 afin de « donner suite au programme de coopération de la Banque avec le Honduras ».** Mme Cordeiro Guerra a évoqué « l'importance de promouvoir des réformes institutionnelles et des politiques économiques contribuant à améliorer la compétitivité du Honduras » et souligné l'intérêt de la Banque mondiale à « accompagner les efforts visant à renforcer les capacités institutionnelles et la prise de décisions économiques au Honduras ». M. Lagos évoque pour sa part « une occasion de renforcer la planification économique, d'améliorer la coordination institutionnelle et d'élaborer des mesures qui répondent aux principaux défis du pays en matière de compétitivité et de développement ».

## Nicaragua

**Le projet de budget 2027, présenté le 15 octobre à l'Assemblée nationale par le président de la Banque centrale du Nicaragua (BCN), prévoit un septième excédent budgétaire consécutif, de 650 M EUR soit 2,8% du PIB.** Les recettes devraient atteindre 4 720 M EUR (+567 M EUR par rapport à 2026), contre des dépenses de 4 070 M EUR. Le budget prévoit de consacrer 64,7 % des dépenses à la lutte contre la pauvreté, et 5,4 % du PIB à l'investissement public. Sont prévues des dotations de 799 M EUR au ministère de la Santé, 490 M EUR au ministère de l'Éducation, et 399 M EUR au ministère des Transports et des Infrastructures. La proposition mentionne 62 projets stratégiques, en particulier la rénovation et l'extension de l'aéroport international de Punta Huete, la construction du port en eaux profondes de Bluefields, la modernisation de la route côtière du Pacifique et la construction du périphérique d'Estelí.

**Selon la Commission nationale pour la transformation et le développement de la culture du café (CONATRADEC), la campagne 2026-2027 génèrera une production de 3,2 à 3,4 millions de quintaux.** Selon la CONATRADEC, les activités liées à la filière représentent plus de 450 000 emplois directs et indirects (cueilleurs, ouvriers des usines de transformation, transporteurs), et jusqu'à 600 000 pendant la période de récolte. Les cultures couvrent près de 165 000 ha, avec 54 000 exploitations gérées par plus de 51 000 familles. Les régions de Matagalpa et de Jinotega concentrent 60 % de la production. En 2025, le café nicaraguayen s'est exporté vers 56 pays, avec des recettes de l'ordre de 920 M USD.

## Panama

**Les Etats-Unis sanctionnent sept navires battant pavillon panaméen pour leur rôle présumé dans le commerce de produits iraniens.** Le 21 octobre, le Bureau américain du contrôle des avoirs étrangers (OFAC) a inscrit ces navires ainsi que leur opérateur (Roxette Maritime Shipping and Trading) sur sa liste de sanctions, dans le cadre de l'opération *Economic Outcast*. Washington accuse trois de ces navires d'avoir récemment transporté des produits pétrochimiques et sidérurgiques iraniens. L'OFAC a également sanctionné le cabinet d'avocats panaméen Karnakis & Karnakis, qui représente Roxette auprès des

autorités panaméennes, pour avoir constitué des sociétés pour l'homme d'affaires du secteur pétrolier iranien Seyed Asadoollah Emamjomeh. Ces sanctions entraînent le gel des avoirs relevant de la juridiction américaine et interdisent toute transaction avec des personnes américaines ou transitant par les Etats-Unis.

**Le Panama pourrait attirer davantage d'investisseurs étrangers sur son marché de dette publique grâce à une nouvelle notation de Moody's en catégorie investissement.** L'agence de notation a attribué pour la première fois une note aux programmes de titres émis sur le marché de la dette publique panaméenne : (P)P-3 pour les titres de dette à court terme (« Letras ») et (P)Baa3 pour les titres à moyen terme (« Notas »). Certains investisseurs institutionnels ne pouvant acheter que des instruments notés, le gouvernement espère que cette notation renforce la concurrence entre acheteurs et réduise ainsi ses coûts d'emprunt. Cette nouvelle notation répond à la présence croissante des investisseurs étrangers sur le marché de la dette panaméenne, dont les avoirs en *Letras* et *Notas* ont augmenté de +35 % entre août 2024 (974 M USD) et septembre 2026 (1,31 Md USD). Cette notation ne constitue pas un relèvement de la note souveraine du pays, qui reste à Baa3.

**Les réexportations de la Zone libre de Colón (ZLC) ont augmenté de +26,5 % en g.a. sur les sept premiers mois de 2026.** La ZLC est une zone commerciale panaméenne bénéficiant d'un régime fiscal et douanier avantageux permettant aux entreprises d'importer des marchandises puis de les revendre aux autres pays latino-américains et caribéens en bénéficiant d'exonérations de droits et taxes. Cette progression est portée par la reprise des ventes au Venezuela (+256 M USD en g.a.) et au Costa Rica (+205 M USD en g.a.). Depuis mars, les réexportations dépassent chaque mois 1 Md USD. En juillet, elles ont augmenté de +35,9 % en g.a.. Cette hausse est surtout tirée par les réexportations d'équipements électriques et informatiques, de produits pharmaceutiques et de vêtements.

## Caraïbes

**Washington confirme un financement de 175,8 M USD pour développer et sécuriser les câbles sous-marins dans les Caraïbes et en Amérique centrale.** Présenté lors du dialogue Etats-Unis–Caraïbes organisé à Washington le 15 octobre, ce financement vise à développer les connexions à haut débit et à améliorer la résilience des infrastructures de télécommunication dans la région. Washington a également annoncé une assistance technique et juridique pour accompagner les gouvernements caribéens dans l'élaboration de règles privilégiant les « fournisseurs fiables » de télécommunications.

## Cuba

**A Cuba, le salaire moyen dans le secteur public équivaut à environ 9 USD au taux de change informel.** Le salaire moyen dans le secteur public cubain s'est établi à 7 354 pesos cubains (CUP) en août 2026, soit à peine plus de 9 USD au taux de change informel (1 USD = 815 CUP, au 20 octobre), selon les données publiées par l'Office national de la statistique et de l'information (ONEI). Ce salaire, qui concerne les fonctionnaires et les employés des entreprises publiques, progresse de +6,12 % par rapport à fin 2025, où il s'élevait à 6 930

CUP. Son évolution demeure inférieure à l'inflation. Il demeure toutefois insuffisant pour couvrir les besoins essentiels des ménages. Le secteur de la construction a enregistré le salaire moyen le plus élevé en août, à 14 743 CUP (moins de 19 USD au taux de change informel). À l'inverse, l'éducation (5 824 CUP), les services communaux et personnels (5 795 CUP), la culture et le sport (5 609 CUP), le commerce (5 217 CUP), l'hôtellerie-restauration (5 104 CUP) et l'industrie sucrière (4 724 CUP) figurent parmi les secteurs les moins rémunérés, avec des salaires moyens inférieurs à 8 USD. Dans le même temps, l'inflation annuelle sur le marché officiel a atteint 25,19 % en août, tandis que la hausse des prix sur un mois s'est élevée à +4,92 %, selon les chiffres officiels. Ces données ne tiennent toutefois pas compte de l'évolution des prix sur le marché informel, majoritaire et mieux approvisionné.

**Les États-Unis sanctionnent la banque publique BICSA.** Le 15 octobre, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a annoncé des sanctions contre la Banque Internationale de commerce de Cuba (BICSA). Elle est accusée de fournir des services à la banque iranienne Karafarin Bank, sanctionnée par Washington en 2020. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du renforcement des sanctions américaines visant le secteur financier cubain.

## Haïti

**Les autorités haïtiennes appellent à un renforcement des financements internationaux.** Lors des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, organisées du 12 au 18 octobre 2026 à Bangkok, le ministre haïtien de l'Économie et des Finances, Serge Gabriel Collin, a appelé les partenaires internationaux à renforcer leur soutien financier et à accélérer les décaissements des fonds déjà engagés. Ces ressources doivent contribuer au financement des programmes sociaux, au rétablissement de la sécurité et à la relance économique, dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire. Le gouvernement souhaite également préserver l'accès aux dons et aux prêts concessionnels, afin de limiter l'alourdissement de la dette publique. En parallèle, le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), Ronald Gabriel, a défendu une position similaire lors de son intervention au G24. Il plaide notamment pour un meilleur accès aux financements concessionnels et aux dons de l'Association internationale de développement (IDA), destinés aux pays les plus pauvres. Il a souligné la contraction de plus de 80 % des dons et des appuis budgétaires reçus par Haïti entre 2010 et 2025, tandis que les transferts de fonds de la diaspora représentent désormais plus de 15 % du PIB. La BRH estime qu'une réponse adaptée à la fragilité du pays doit associer soutien aux institutions, préparation aux crises et développement du secteur privé. Dans un contexte de besoins sociaux et sécuritaires élevés, la mobilisation de dons et de prêts concessionnels pourrait contribuer à soutenir la reprise économique tout en limitant l'alourdissement de la dette publique.

## Jamaïque

**L'inflation atteint 8,6 % en septembre (contre 7,9 % en août), son niveau le plus élevé depuis 2022.** Selon l'Institut statistique jamaïcain (STATIN), les prix à la consommation ont augmenté de +1,5 % sur le mois (contre +0,6 % en août). Cette accélération est portée par l'alimentation et les boissons non alcoolisées, dont les prix ont augmenté de +2,9 % sur le

mois et de 12,4 % sur un an, à la suite des perturbations que l'ouragan Melissa a entraînées sur le secteur agricole. Les transports ont également enregistré une hausse de +14,6 % en raison de l'augmentation des prix des carburants et des taxis. Face à la persistance des tensions inflationnistes, la Banque de Jamaïque a relevé son taux directeur de 50 pdb à 6 % fin septembre. Elle prévoit un retour de l'inflation dans sa fourchette cible de 4 à 6 % vers mi-2027.

**L'opérateur public de l'eau (National Water Commission – NWC) demande une hausse de +51 % de ses tarifs auprès du régulateur jamaïcain des services publics (Office of Utilities Regulation - OUR).** La NWC a déposé une demande de révision tarifaire afin de porter ses recettes annuelles de 40 à 60 Md JMD (soit 250 à 375 M USD). L'opérateur subit en effet des difficultés de recouvrement et une hausse de ses charges liée à la réparation des dégâts causés par l'ouragan Melissa. L'opérateur indique également devoir 21 Md JMD (soit 132 M USD) au fisc jamaïcain au titre de taxes non reversées (équivalent de la TVA jamaïcaine). Si le dossier remplit les conditions requises, l'OUR procédera à une consultation du public.

## République Dominicaine

**À l'approche de la libéralisation des échanges prévue par le DR-CAFTA, la filière rizicole dominicaine s'inquiète de la concurrence américaine.** Le 9 septembre, le gouvernement dominicain a abrogé par décret le régime de protection tarifaire spécifique aux importations de riz. Ce dernier prévoyait des droits de douane de 20 % dans le cadre du contingent de l'OMC et de 99 % hors contingent. Le riz américain bénéficiait toutefois d'un quota préférentiel de 23 300 tonnes exemptées de droits, au-delà duquel s'appliquait le tarif de 99 %. Cette décision intervient dans un contexte de négociations commerciales avec Washington sur l'accès au marché agricole dominicain. Les producteurs locaux redoutent une concurrence accrue, le coût de production du riz américain étant estimé à 20 DOP/kg, contre 22 à 24 DOP/kg en République dominicaine. La production nationale a pourtant fortement progressé, passant de 9,2 M de quintaux en 2005 à près de 14,8 M en 2025, grâce notamment à l'amélioration des semences et à la modernisation des techniques agricoles. Elle couvre aujourd'hui 93 % des besoins nationaux. Les importations ont toutefois atteint un record de 4,7 M de quintaux en 2024, contre une moyenne d'un peu plus de 500 000 entre 2005 et 2023. La part des États-Unis dans ces importations est passée de 33,5 % en 2024 à 48,5 % en 2025, puis à près de 91 % entre janvier et septembre 2026. Si le gouvernement se veut rassurant dans ses négociations avec Washington, l'enjeu pour les producteurs reste de préserver leur compétitivité face à l'ouverture commerciale, sans fragiliser une filière essentielle à la sécurité et à la souveraineté alimentaires du pays.

## Trinité-et-Tobago

**Le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé à +0,2 % sa prévision de croissance pour Trinité-et-Tobago en 2026, contre +0,8 % lors de sa consultation au titre de l'Article IV en février.** Dans son dernier *World Economic Outlook*, le FMI indique que cette quasi-stagnation s'inscrit dans un contexte de difficultés persistantes du secteur énergétique (déclin des champs pétroliers et gaziers matures et retards de mise en production des nouveaux projets) qui représentait encore 20,9 % du PIB en 2025. Ce

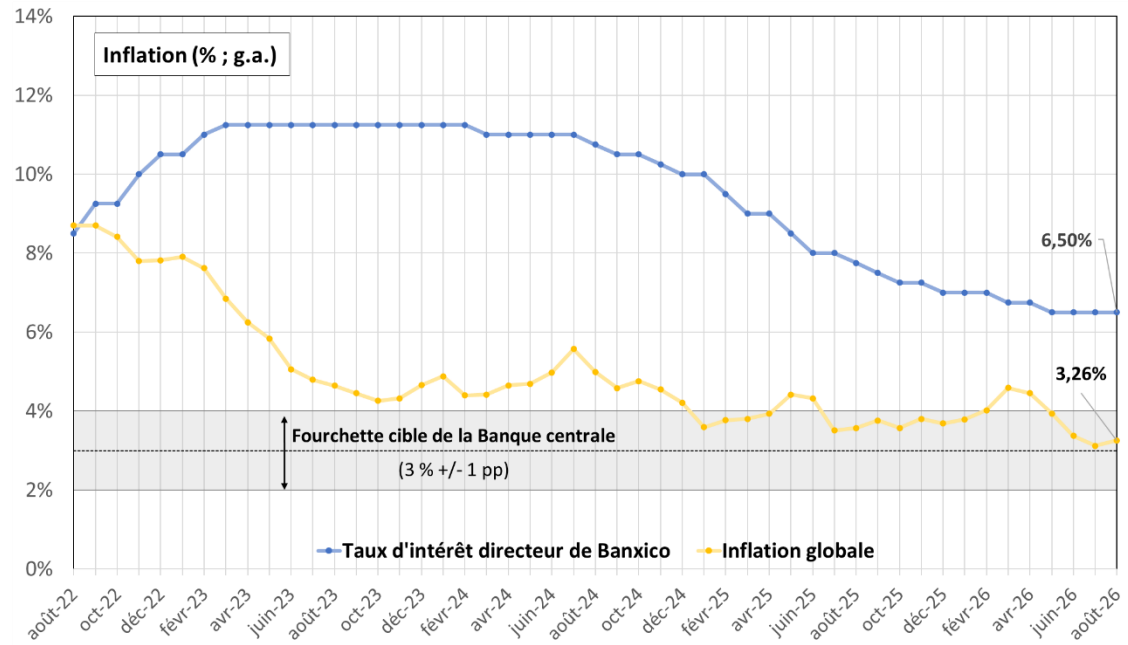
ralentissement de la croissance trinitadienne pourrait également compliquer l'assainissement des finances publiques, alors que le déficit budgétaire était estimé à 5,5 % du PIB en 2025. Le FMI prévoit désormais une croissance de l'économie de +2,2 % en 2027 et de +3,1 % en 2028.

### Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays                      | Population<br>(millions d'hab.,<br>2025) | PIB nominal<br>(Mds USD, 2025) | Croissance<br>du PIB 2023<br>(% PIB, FMI) | Croissance<br>du PIB 2024<br>(%, FMI) | Croissance<br>du PIB 2025<br>(%, FMI) | Prévision<br>FMI 2026 (% ,<br>prév FMI) | Dette<br>publique<br>(% PIB, 2026,<br>prév FMI) | Inflation<br>(2026, prév<br>FMI) | Taux<br>d'intérêt<br>directeur |
|---------------------------|------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| Mexique                   | 134,4                                    | 1 835,0                        | 3,1%                                      | 1,5%                                  | 0,5%                                  | 1,5%                                    | 62,1%                                           | 3,8%                             | 6,50%                          |
| Belize                    | 0,4                                      | 3,3                            | 0,5%                                      | 3,5%                                  | 2,6%                                  | 1,9%                                    | 64,6%                                           | 3,5%                             | 2,25 %                         |
| Costa Rica                | 5,4                                      | 102,9                          | 4,8%                                      | 4,1%                                  | 4,6%                                  | 3,3%                                    | 61,8%                                           | -0,8%                            | 3,00%                          |
| Guatemala                 | 18,9                                     | 123,3                          | 3,5%                                      | 3,7%                                  | 4,3%                                  | 4,0%                                    | 27,5%                                           | 3,0%                             | 3,50%                          |
| Honduras                  | 11,2                                     | 39,6                           | 3,6%                                      | 3,6%                                  | 4,9%                                  | 3,3,%                                   | 44,0%                                           | 5,6%                             | 6,00%                          |
| Nicaragua                 | 6,8                                      | 22,2                           | 4,4%                                      | 3,6%                                  | 4,9%                                  | 3,8%                                    | 31,7%                                           | 3,5%                             | 5,75%                          |
| El Salvador               | 6,4                                      | 36,7                           | 3,4%                                      | 2,6%                                  | 3,9%                                  | 4,5%                                    | 85,0%                                           | 2,7%                             | --                             |
| Haïti                     | 12,7                                     | 32,1                           | -1,9%                                     | -4,2%                                 | -2,7%                                 | -1,7%                                   | 10,5%                                           | 21,5%                            | 11,50%                         |
| Jamaïque                  | 2,8                                      | 22,6                           | 2,7%                                      | -0,5%                                 | 0,1%                                  | 0,0%                                    | 64,3%                                           | 5,9%                             | 6,00%                          |
| Panama                    | 4,6                                      | 90,5                           | 7,2%                                      | 2,7%                                  | 4,4%                                  | 5,0%                                    | 56,4%                                           | 1,8%                             | --                             |
| République<br>Dominicaine | 11                                       | 127,9                          | 2,2%                                      | 5,0%                                  | 2,1%                                  | 4,6%                                    | 57,2%                                           | 5,1%                             | 5,50%                          |
| Cuba                      | 11                                       | 25,3                           | 3,2 %<br>(EIU)                            | -0,6 %<br>(EIU)                       | -5,0 %<br>(EIU)                       | -7,2 %<br>(EIU)                         | 129,4 %<br>(EIU)                                | 40,0 %<br>(EIU)                  | --                             |

Source : FMI, *World Economic Outlook*, Octobre 2026

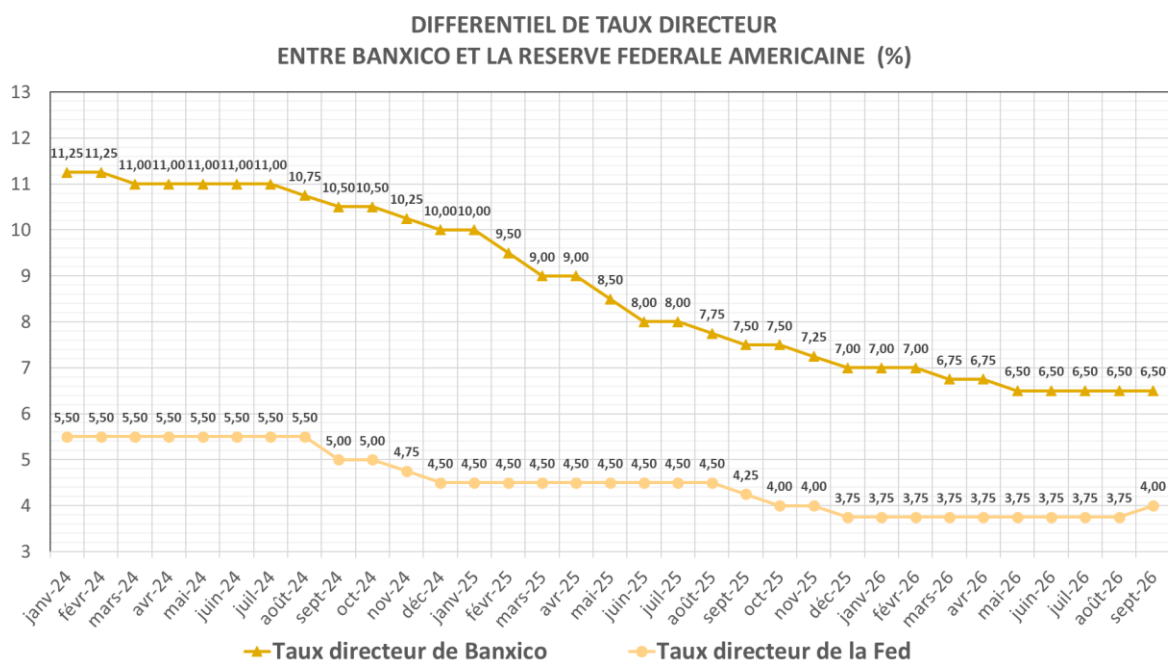
## - Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

| date    | Taux directeur de Banxico | Taux directeur de la Fed | Différentiel (pdb) |
|---------|---------------------------|--------------------------|--------------------|
| janv-24 | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| févr-24 | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| mars-24 | 11,00                     | 5,50                     | 550                |
| avr-24  | 11,00                     | 5,50                     | 550                |
| mai-24  | 11,00                     | 5,50                     | 550                |
| juin-24 | 11,00                     | 5,50                     | 550                |
| juil-24 | 11,00                     | 5,50                     | 550                |
| août-24 | 10,75                     | 5,50                     | 525                |
| sept-24 | 10,50                     | 5,00                     | 550                |
| oct-24  | 10,50                     | 5,00                     | 550                |
| nov-24  | 10,25                     | 4,75                     | 550                |
| déc-24  | 10,00                     | 4,50                     | 550                |
| janv-25 | 10,00                     | 4,50                     | 550                |
| févr-25 | 9,50                      | 4,50                     | 500                |
| mars-25 | 9,00                      | 4,50                     | 450                |
| avr-25  | 9,00                      | 4,50                     | 450                |
| mai-25  | 8,50                      | 4,50                     | 400                |
| juin-25 | 8,00                      | 4,50                     | 350                |
| juil-25 | 8,00                      | 4,50                     | 350                |
| août-25 | 7,75                      | 4,50                     | 325                |
| sept-25 | 7,50                      | 4,25                     | 325                |
| oct-25  | 7,50                      | 4,00                     | 350                |
| nov-25  | 7,25                      | 4,00                     | 325                |
| déc-25  | 7,00                      | 3,75                     | 325                |
| janv-26 | 7,00                      | 3,75                     | 325                |
| févr-26 | 7,00                      | 3,75                     | 325                |
| mars-26 | 6,75                      | 3,75                     | 300                |
| avr-26  | 6,75                      | 3,75                     | 300                |
| mai-26  | 6,50                      | 3,75                     | 275                |
| juin-26 | 6,50                      | 3,75                     | 275                |
| juil-26 | 6,50                      | 3,75                     | 275                |
| août-26 | 6,50                      | 3,75                     | 275                |
| sept-26 | 6,50                      | 4,00                     | 250                |

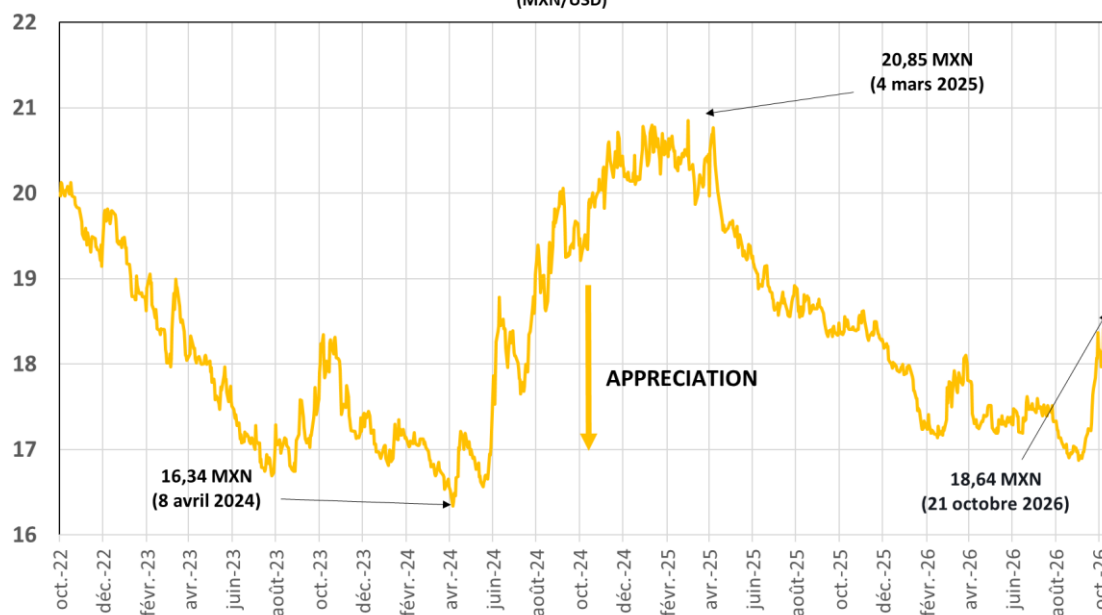
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



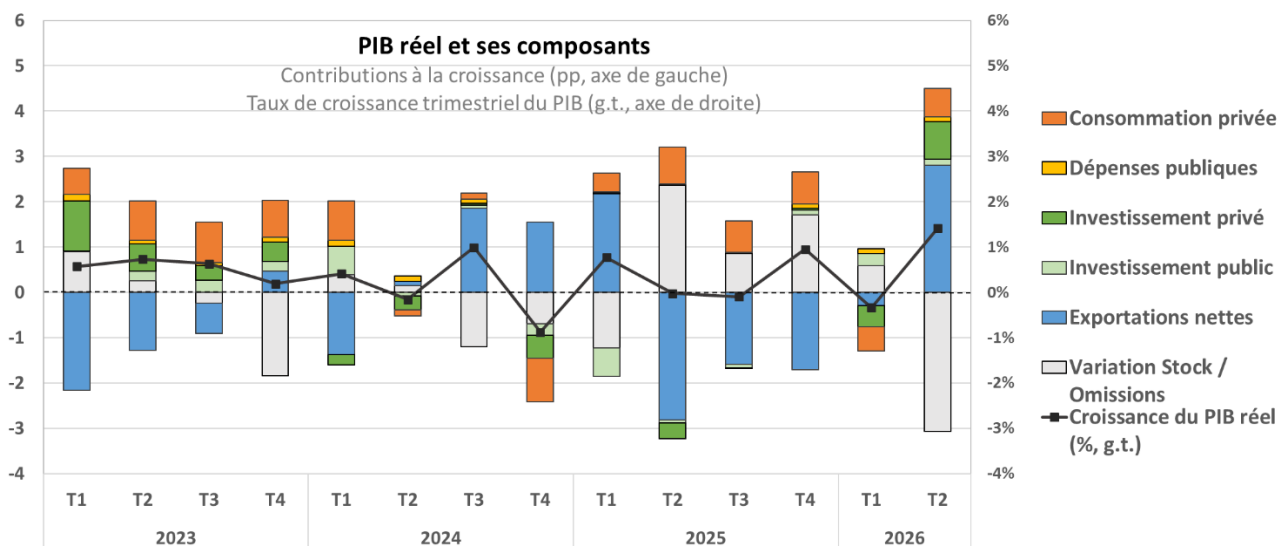
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

(MXN/USD)

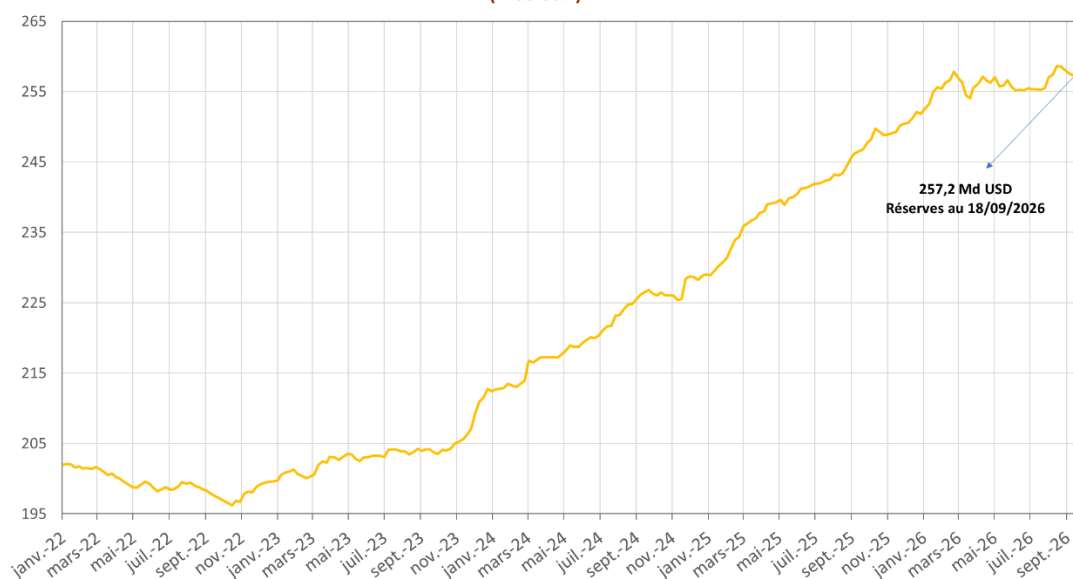


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGE (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)